

« L'Europe doit aborder la question migratoire dans son ensemble »

Dans sa chronique hebdomadaire, Sylvie Kauffmann, éditorialiste au « Monde », estime que l'Europe n'a pas encore pris la mesure de la crise des migrants. Seul un plan d'ensemble, de politiques multiples et concertées, peut constituer une réponse.

LE MONDE – La Matinale | 20.09.2017 | Par Sylvie Kauffmann (éditorialiste au « Monde »)

Chronique

Deux ans après la grande crise des réfugiés qui a bouleversé l'Allemagne, l'Europe hésite. Compte, recompte, décompte. Tergiverse. Négocie. Bricole. Gronde, parfois, puis se tapit. Soucieuse d'éviter toute secousse supplémentaire à des électeurs qui devraient lui confier un quatrième mandat dimanche 24 septembre, la chancelière Angela Merkel mène une campagne du statu quo, surveillant du coin de l'œil la montée du parti d'extrême droite, Alternative für Deutschland (AfD).

Y avait-il une alternative à l'accueil de 1 million de réfugiés arrivés aux portes de l'Allemagne ? Non, bien sûr. Mais en Europe, tout se passe comme s'il ne s'agissait que d'un épisode isolé. Comme si l'on n'avait pas pris la mesure de la nouvelle dimension migratoire. Le mouvement lancé fin 2014, début de l'exode massif des réfugiés par la Méditerranée, n'a jamais pris fin. Surveillant la courbe des arrivées sur les rives européennes comme le lait sur le feu, les dirigeants veulent se rassurer lorsque la courbe amorce une descente, au gré d'un accord passé avec tel ou tel pays de la rive sud.

La courbe est trompeuse, ils le savent. Comme au jeu du chat et de la souris, les passeurs changent de route. Si le nombre de morts engloutis par la mer a diminué, il reste à des niveaux intolérables. Au total, ont calculé les experts, 30 000 personnes sont mortes depuis vingt ans en tentant de traverser la Méditerranée. Trente mille morts, tous civils : un bilan plus lourd que bien des conflits armés.

Un trafic plus lucratif que celui de la drogue

Comme dans tous les conflits, une économie a prospéré sur ce champ de bataille : l'économie du trafic humain, plus lucratif que le trafic de drogue ou celui de contrebande. Cette économie aussi évolue, s'adapte aux énormes opérations de surveillance et de sauvetage, produit aujourd'hui un modèle « low-cost » toujours plus dangereux. Non, ce n'est pas fini. En 2015 et 2016, l'Europe a enregistré 2,5 millions de demandes d'asile.

Face à un flux migratoire qui dépasse désormais largement celui des réfugiés fuyant des zones de guerre, la distinction juridique entre réfugiés et migrants économiques devient dérisoire. C'est un fait, établi par les statistiques : l'Europe, où vivent 42 millions de gens nés dans un autre pays que celui où ils résident, est aujourd'hui l'une des premières destinations de migration, interne et externe. Dès 2015, Angel Gurría, le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, l'organisation des économies développées) appelait « les dirigeants européens à prendre une position historique » sur cette question. Les experts de l'OCDE avertissaient l'Europe de « la perspective de flux importants dans les années à venir », mentionnaient « les

facteurs économiques et démographiques dans les pays d'Afrique subsaharienne », préconisaient « un plan d'urgence couplé à une politique de long terme ».

Des plans d'urgence, il y en a eu, adoptés avec plus ou moins de conviction – ou imposés par la nécessité – selon les pays. Il y a eu des refus de solidarité, qui ont ouvert une crise des valeurs. Il y a des arrangements, plus ou moins glorieux, négociés avec les pays de transit. Il n'y a, en revanche, ni politique de long terme, ni « position historique » de l'Europe. « Il y a un déficit de réflexion, reconnaît un haut fonctionnaire de l'UE. Le défi migratoire pose la question de ce que l'Union européenne veut offrir à ses citoyens. A ce stade, nous n'avons pas de réponse commune. »

L'approche holistique

Une réalité, constate Catherine Wihtol de Wenden, auteure de plusieurs ouvrages sur les migrations, commence à s'imposer, lentement : l'aide au développement n'est pas une alternative à la migration. « La migration fonctionne comme un facteur de développement humain, dit-elle, notamment grâce aux transferts d'argent. La mobilité fait partie de la modernité. Il faut arrêter de présenter le développement comme une réponse à la migration. » Autrement dit : plus les habitants de pays en développement ont accès à l'éducation et à l'information, plus ils ont envie de bouger.

Une étude de l'OCDE le montrait déjà en 2007 : plus un pays est pauvre, plus les femmes émigrent lorsqu'elles font des études. L'aide au développement produit des effets positifs : elle réduit l'instabilité, favorise la prévention des conflits, évite les crises alimentaires – eux-mêmes facteurs d'émigration – mais n'incite pas, seule, les gens à rester chez eux. « Ce qui pousse les gens à partir, c'est l'aspiration à un avenir meilleur, note Jean-Christophe Dumont, chef de la division Migrations à l'OCDE. Si leur pays n'offre pas de perspective d'avenir pour leur famille, ils vont la chercher ailleurs. » Cela implique une autre réflexion sur l'aide, pour qu'elle contribue à offrir des perspectives aux classes moyennes, et sur la gouvernance.

Cela implique surtout une autre façon d'aborder la question migratoire dans son ensemble. Pour l'Europe, accepter que ce continent qui a été lui-même un continent d'émigration, d'exodes et de puissances guerrières, occupe aujourd'hui un rôle différent dans un monde qui a changé. Mener une politique coordonnée d'asile et d'immigration ; gérer, au lieu de subir, les transformations que cette nouvelle dimension impose. Travailler sur l'intégration. Et comprendre, plaide Jean-Christophe Dumont, « qu'il n'existe pas de solution à politique unique : seul un ensemble de politiques menées de façon cohérente et concertée peut constituer une réponse », au niveau mondial.

Il faut, dit cet expert, tout faire en même temps : lancer un plan européen, organiser de nouvelles voies légales d'entrée pour dissuader l'immigration illégale, attaquer la rentabilité du modèle économique du trafic humain, travailler avec les pays d'origine, poursuivre les opérations de réinstallation. C'est ce qu'il appelle « une approche holistique ». On en est encore loin.